

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 05/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société EVOLIA

Impasse des Jasons B.P. 18066 30000 Nîmes

Références :

Code AIOT : 0006601697

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2023 dans l'établissement Société EVOLIA implanté Impasse des Jasons B.P. 18066 30000 Nîmes. L'inspection a été annoncée le 30/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société EVOLIA
- Impasse des Jasons B.P. 18066 30000 Nîmes
- Code AIOT : 0006601697
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'incinérateur est situé au sud-ouest du centre-ville de Nîmes, dans une zone d'activité.

La société EVOLIA exploite un incinérateur d'une puissance thermique de 35,8 MW et est autorisée à traiter 114 500 tonnes de déchets par an (26 employés). Sur la base d'un fonctionnement annuel de 7 860 heures, sa capacité moyenne horaire de traitement est de 14 t/h. L'incinérateur traite, en priorité, les déchets ménagers pré-triés des communes adhérentes au SITOM Sud Gard et représentant une population d'environ 206 000 habitants. En 2021, l'incinérateur a traité 112 500 tonnes de déchets ménagers. Le site est également autorisé à traiter des déchets d'activités de soins à risque infectieux (11 000 tonnes par an) et des Déchets d'Activité Economique non dangereux. L'incinération de boues de stations d'épuration n'est toujours pas envisagée dans l'immédiat. L'unité d'incinération produit, depuis juin 2005, de l'électricité par la récupération de l'énergie thermique libérée par la combustion des déchets. De plus, depuis la fin de l'année 2014, une partie de l'énergie thermique est également valorisée avec un raccordement au réseau de chauffage urbain, de la ville de Nîmes. L'incinération de déchet peut ainsi être qualifiée de valorisation énergétique suivant l'article 34-1 de l'arrêté ministériel modifié du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux. L'exploitant est autorisé, par arrêté préfectoral n° 02.004N du 27 février 2002, à exploiter ces installations d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés sur son site industriel de Nîmes. A ce jour, les installations sont principalement réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 octobre 2011 (prescriptions techniques) et l'arrêté préfectoral complémentaire n°14.121N du 03 octobre 2014 (garanties financières).

La société EVOLIA a déposé en préfecture du Gard le 11 octobre 2021 un dossier de porter à connaissance relatif à une demande de modification de l'origine géographique des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (D.A.S.R.I.). La société EVOLIA a déposé en préfecture du Gard le 4 mars 2022 un dossier de porter à connaissance relatif à une demande de modification du tonnage autorisé sur l'UVE Evolia de Nîmes.

L'arrêté préfectoral n°2022-032 DREAL du 11 juillet 2022 modifiant l'arrêté préfectoral n°11.130N du 4 octobre 2011 a acté ces demandes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Traçabilité des déchets
- Suites de l'accident du 27 juin 2023
- Surveillance des émissions atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Information de l'inspection des installations classées	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Sans objet
2	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	/	Sans objet
4	Réexpédition de déchets	Arrêté Préfectoral du 04/10/2011, article 4.5	/	Sans objet
5	Incinération des déchets d'activités de soins et assimilés (D.AS.)	Arrêté Préfectoral du 04/10/2011, article 5.5	/	Sans objet
6	Indisponibilité des dispositifs de traitements	AP Complémentaire du 02/05/2023, article 3	/	Sans objet
7	Paramètres mesurés en continu	AP Complémentaire du 02/05/2023, article 3	/	Sans objet
8	Poussières totales, COT, HCl, HF, SO2 et NOx	AP Complémentaire du 02/05/2023, article 3	/	Sans objet
9	Métaux	AP Complémentaire du 02/05/2023, article 3	/	Sans objet
10	Dioxines et furannes	AP Complémentaire du 02/05/2023, article 3	/	Sans objet
11	Amoniac	AP Complémentaire du 02/05/2023, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'accident de du 27 juin 2023 au niveau du cône inférieur de la tour d'atomisation qui s'est effondrée sous le poids et l'impact d'accumulations de chaux, il est nécessaire que l'exploitant transmette à l'inspection un rapport sur les causes, les mesures prises et les conséquences de cet accident conformément à l'article R.512-69 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45

Constats :

L'exploitant déclare avoir mis en place Trackdéchets systématiquement pour tous les mouvements de déchets dangereux qui le concerne uniquement en tant que producteur (principalement des REFIOM) ce qui correspond bien à la fiche Trackdéchets.

Pour ce qui est des déchets entrants, la majorité des apporteurs de DASRI (Nicollin, Prosere, et d'autres petits apporteurs) sont encore sur bordereaux papiers et l'exploitant accepte les BSD papier à réception des DASRI. Cependant l'obligation réglementaire n'est pas actée pour la DASRI à la date de l'inspection dans l'attente de la publication des textes réglementaires modifiant le code de la santé publique par le Ministère des Solidarités et de la Santé

L'exploitant déclare que il y a une exception pour le transfert de DASRI vers d'autres exutoires (lors d'arrêts de l'incinérateur) car Trackdechets ne permet pas faire du regroupement et ensuite de dispatcher sur plusieurs camions de réexpédition des apporteurs différents. Afin de palier à cette lacune de Trackdechets qui aurait été remonté aux administrateurs Trackdechets d'après l'exploitant (mise à jour à venir), des BSD papiers sont alors émis en parallèle des bordereaux Trackdéchets afin de correspondre exactement à la réalité du chargement du camion, et les bordereaux Trackdéchets qui sont également émis de leur côté ne représentent pas la réalité du chargement du camion.

Le BSD-20230913-1N6CS33HW du 14/09/2023 REFIOM est présenté lors de l'inspection	expéditeur	EVOLIA
transporteur	LAFOX	TRANSPORTdestinataire
24,92		Occitanis
code	déchets	tonnes
Code	traitement	190107*
		R11

Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdechets

Prescription contrôlée :

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets". Toute personne

qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.																													
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare avoir mis en place Trackdéchets systématiquement pour tous les mouvements de déchets dangereux qui le concerne uniquement en tant que producteur (principalement des REFIOM) ce qui correspond bien à la fiche Trackdéchets.</p> <p>Pour ce qui est des déchets entrants, la majorité des apporteurs de DASRI (Nicollin, Prosere, et d'autres petits apporteurs) sont encore sur bordereaux papiers et l'exploitant accepte les BSD papier à réception des DASRI. Cependant l'obligation réglementaire n'est pas actée pour la DASRI à la date de l'inspection dans l'attente de la publication des textes réglementaires modifiant le code de la santé publique par le Ministère des Solidarités et de la Santé</p> <p>L'exploitant déclare qu'il y a une exception pour le transfert de DASRI vers d'autres exutoires (lors d'arrêts de l'incinérateur) car Trackdechets ne permet pas faire du regroupement et ensuite de dispatcher sur plusieurs camions de réexpédition des apporteurs différents. Afin de palier à cette lacune de Trackdechets qui aurait été remonté aux administrateurs Trackdechets d'après l'exploitant (mise à jour à venir), des BSD papiers sont alors émis en parallèle des bordereaux Trackdéchets afin de correspondre exactement à la réalité du chargement du camion, et les bordereaux Trackdéchets qui sont également émis de leur côté ne représentent pas la réalité du chargement du camion.</p>																													
<p>Le BSD-20230913-1N6CS33HW du 14/09/2023 REFIOM est présenté lors de l'inspection</p> <table> <tr> <td>expéditeur</td><td></td><td></td><td></td><td>EVOLIA</td></tr> <tr> <td>transporteur</td><td>LAFOX</td><td>TRANSPORT</td><td>destinataire</td><td>Occitanis</td></tr> <tr> <td>24,92</td><td></td><td></td><td></td><td>tonnes</td></tr> <tr> <td>code</td><td></td><td>déchets</td><td></td><td>190107*</td></tr> <tr> <td>Code</td><td></td><td>traitement</td><td></td><td>R11</td></tr> </table>					expéditeur				EVOLIA	transporteur	LAFOX	TRANSPORT	destinataire	Occitanis	24,92				tonnes	code		déchets		190107*	Code		traitement		R11
expéditeur				EVOLIA																									
transporteur	LAFOX	TRANSPORT	destinataire	Occitanis																									
24,92				tonnes																									
code		déchets		190107*																									
Code		traitement		R11																									
Type de suites proposées : Sans suite																													
Proposition de suites : Sans objet																													

N° 2 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p>

<p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare que la transmission au RNTDS est réalisée automatiquement par son logiciel « DIVA » chaque jour et qu'en cas de correction celle-ci est mise à jour avant la facturation définitive.</p> <p>DIVA est le registre informatique de l'exploitant qui est alimenté par le logiciel de pesée AGAP</p> <p>L'exploitant déclare le jour de l'inspection que la mise à jour de 2022 et de début 2023 n'a pas été réalisée mais cette mise à jour a été faite le 14/09/2023 suite à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Information de l'inspection des installations classées

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident détaillé</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des</p>

<p>éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats de l'inspection du 29 juin 2023 : L'exploitant a notifié l'accident à l'inspection par courriel et par téléphone le jour même de l'accident. Il a par la suite transmis des éléments complémentaires sur les mesures prises en conséquence le 29 juin. Puis, le 30 juin, l'exploitant a transmis la fiche de notification BARPI.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a notifié l'accident à l'inspection par courriel et par téléphone le jour même de l'accident. Il a par la suite transmis des éléments complémentaires sur les mesures prises en conséquence le 29 juin. Puis, le 30 juin, l'exploitant a transmis la fiche de notification BARPI.</p> <p>Cependant, maintenant que les réparations ont été réalisées et que l'installation a repris un fonctionnement normal, il est attendu par l'inspection des installations classées un rapport d'accident complet. Ce rapport doit notamment préciser, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Ce rapport doit en particulier expliciter :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les modifications apportées à l'installation pour que ce type d'accident ne se reproduise pas, - les modalités de traitement des déchets pendant cette période, - l'impact économique de cet accident <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article R.512-69 du code de l'environnement et fait l'objet d'une lettre de suites préfectorale.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 30jours</p>

N° 4 : Réexpédition de déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2011, article 4.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des déchets non dangereux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de nécessité du fait de l'indisponibilité des installations, les déchets n'ayant pu être incinérés, peuvent être réexpédiés pour être éliminés dans une autre installation.</p> <p>La reprise de déchets en vue de leur réexpédition sera effectuée soit:</p> <ul style="list-style-type: none"> — directement par déversement des grappins de déchets issus de la fosse dans les véhicules de transfert, — par l'intermédiaire d'une trémie qui sera installée ultérieurement en cas de recours accru à la solution d'évacuation, — par la reprise de balles enrubannées sur l'aire de stockage extérieure, <p>Les installations destinataires des déchets ménagers et assimilés réexpédiés de l'usine EVOLIA seront dûment autorisées à les recevoir et à les traiter et situées dans un périmètre compatible avec les dispositions du plan.</p>

<p>Constats de l'inspection du 29/06/2023 :</p> <p>Depuis l'accident, l'usine est à l'arrêt. L'exploitant est dans l'obligation contractuelle de traiter les déchets du SITOM sud Gard. Environ 300 tonnes de déchets sont apportés chaque jour. La presse à balles fonctionne au maximum de ses capacités sur 2 postes de 8 h, soit une capacité de 120 balles/ poste (environ 150 tonnes). L'autre partie des déchets (150 t/jour) est reprise de la fosse et est envoyée sur l'ISDND de Bellegarde qui est l'exutoire disponible le plus proche. Le site est autorisé pour 7000 tonnes de déchets stockés en balles. Le jour de l'inspection, le stock était au plus bas (environ 500 tonnes). Ainsi, ce mode de fonctionnement doit permettre traiter l'ensemble des déchets sur 2 mois. D'après l'exploitant, le site de Bellegarde est en sous-capacité depuis le début de l'année. L'ajout de 5000 tonnes sur 2 mois ne devrait pas poser de problème</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bilan final sur le traitement des déchets sera précisé dans le rapport d'accident.</p> <p>Les ordures ménagères ont été traitées de la façon suivante :</p> <p>Envoi vers l'ISDND de Bellegarde : environ 8600 tonnes Mise en balles : 3700 balles soit environ 3000 tonnes</p> <p>Le tout-venant de déchetterie a été envoyé sur l'ISDN d'Espira-de-l'Agly : environ 800 tonnes</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Incinération des déchets d'activités de soins et assimilés (D.AS.)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2011, article 5.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, DASRI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'arrêt intervenant moins de 2 heures après le dernier chargement de D.A.S. si les déchets subsistent à l'intérieur du four doivent être repris, ceux-ci sont remis en containers pour être incinérés à nouveau après réparation.</p> <p>Si le four ne peut être réparé rapidement, ces déchets sont renvoyés dans une autre installation autorisée.</p> <p>Constats de l'inspection du 29/06/2023 :</p> <p>Depuis l'accident, les DASRI sont détournés vers d'autres exutoires dans le cadre des accord en cas de pannes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bilan final sur le traitement des déchets sera précisé dans le rapport d'accident.</p> <p>Pour ce qui est des DASRI, les quantités réexpédiées sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vers l'incinérateur de Vedène : environ 150 tonnes - vers l'incinérateur de Sète : environ 230 tonnes - vers l'incinérateur de Calce : les quantités restent à définir dans le rapport d'accident
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Indisponibilité des dispositifs de traitements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité des dispositifs de traitements
Prescription contrôlée : L'article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral n°11.130N du 04 octobre 2011 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes : « Article 7.5.2 Indisponibilité des dispositifs de traitements La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération, ou de traitement des effluents atmosphériques ne peut excéder 4 heures, sans interruption, lorsque les mesures en continu, prévues à l'article 7.6.2., montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit, en aucun cas, dépasser 150 mg/Nm ³ , exprimée en moyenne sur une ½ heure. Les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone ne doivent pas être dépassées en dehors des phases de démarrage et d'extinction. Les valeurs limites d'émission fixées pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total ne doivent pas être dépassées. Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à 60 heures calculée sur une année calendaire. Ces périodes d'indisponibilité des dispositifs de traitement, de dépassement des valeurs limites fixées pour les émissions atmosphériques et la durée cumulée sont transmises à l'inspection des installations classées dans le rapport mensuel accompagnées des commentaires nécessaires sur leurs causes. Une analyse approfondie pour identifier les OTNOC (conditions d'exploitation autres que normales) réellement existantes sur le site est à réaliser par l'exploitant avant le 03/12/2023. L'exploitant met un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants : - mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le

contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;

- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;
- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

Ce document d'identification des OTNOC devra également indiquer les modalités de surveillance et/ou estimations des émissions atmosphériques.

Par ailleurs, l'exploitant doit réaliser tous les 3 ans des mesures de ses émissions à la cheminée durant les phases de démarrage et d'arrêt sans combustion de déchet. Les polluants mesurés seront ceux identifiés les polluants mesurés en continu et listés à l'article 7.6.2.1 du présent arrêté ainsi que les métaux et métalloïdes, PBDD/F, PCDD/F et PCB type dioxines. »

Constats :

Les compteurs d'indisponibilité sont en place et son existant.

Le jour de l'inspection, il est constaté que :

- le compteur global annuel cumulé d'indisponibilité de l'analyseur de gaz est de 2h
- le compteur global mensuel cumulé d'indisponibilité de l'analyseur de gaz est de 0h
- le compteur global journalier cumulé d'indisponibilité de l'analyseur de gaz est de 0h
- le compteur global annuel cumulé de dépassement de l'analyseur de gaz est de 4h30 (30 min poussières, 30 min HCL, 3h CO et 30 min COT)
- le compteur global mensuel cumulé de dépassement de l'analyseur de gaz est de 0h
- le compteur global journalier cumulé de dépassement de l'analyseur de gaz est de 0h

L'ensemble des VLE est respecté (voir impression écran tableau de mesure s en PJ)

L'analyse approfondie pour identifier les OTNOC (conditions d'exploitation autres que normales) réellement existantes sur le site est à réaliser par l'exploitant avant le 03/12/2023. L'exploitant déclare que l'analyse est en cours et quasi finalisée. Cette analyse est rapidement présentée lors de l'inspection.

De même façon, le plan de gestion est en cours de réalisation et quasi finalisé. Il est rapidement présenté en inspection sous forme de tableau.

Les analyses de combustion « démarrage » ont été réalisées le 9 août 2023. L'exploitant est en attente des résultats.

Les analyses de combustion « arrêt » seront réalisées au prochain arrêt programmé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Paramètres mesurés en continu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Paramètres mesurés en continu
Prescription contrôlée : L'article 7.6.2.1 de l'arrêté préfectoral n°11.130N du 04 octobre 2011 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes : « Article 7.6.2.1 Paramètres mesurés en continu L'exploitant réalise la mesure en continu des substances suivantes : <ul style="list-style-type: none">• poussières totales;• substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT);• chlorure d'hydrogène;• dioxyde de soufre;• oxydes d'azote;• le monoxyde de carbone;• l'ammoniac;• l'oxygène et vapeur d'eau.• le mercure »
Constats : L'exploitant déclare avoir mis en place le capteur pour le mercure qui était le seul paramètre manquant. Il reste à réaliser le QUAL 2 (prévu en décembre) et l'intégration des mesures de rejet dans le système informatique protégé (prévu en septembre, la commande a été passée en août)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Poussières totales, COT, HCl, HF, SO2 et NOx

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières totales, COT, HCl, HF, SO2 et NOx

Prescription contrôlée :

L'article 7.6.5.3 de l'arrêté préfectoral n°11.130N du 04 octobre 2011 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 7.6.5.3 Poussières totales, COT, HCl, HF, SO2 et Nox

Dès l'introduction de déchets dans le four et en chaque instant où des déchets sont en combustion dans le four, les valeurs limites d'émission dans l'air pour les paramètres mesurés en continu sont au maximum les suivantes

Paramètre	Concentration en moyenne journalière	Concentration en moyenne sur une demi-heure	Flux limite journalier
Poussières totales	10 mg/Nm³	30 mg/Nm³	9,6 kg/j
Substances organiques à l'état de gaz ou de	10 mg/Nm³	20 mg/Nm³	19,2 kg/j

vapeur exprimées en carbone organique total (COVT)			
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10 mg/Nm ³	60 mg/Nm ³	13,4 kg/j
Fluorure d'hydrogène (HF)	1 mg/Nm ³	4 mg/Nm ³	0,77 kg/j
Dioxyde de soufre (SO ₂)	50 mg/Nm ³	200 mg/Nm ³	57,5 kg/j
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimés en dioxyde d'azote	200 mg/Nm ³	400 mg/Nm ³	103,8 kg/j

A compter du 3 décembre 2023 et uniquement en conditions d'exploitations normales (NOC), les valeurs limites démission dans l'air pour les paramètres mesurés en continu sont au maximum les suivantes (nota : les VLE hors conditions d'exploitations normales (NOC) alors que des déchets sont en combustion dans le four restent celles du tableau précédent) :

Paramètre	Concentration en moyenne journalière
Poussières totales	5 mg/Nm ³
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COVT)	10 mg/Nm ³
Chlorure d'hydrogène (HCl)	8 mg/Nm ³
Fluorure d'hydrogène (HF)	1 mg/Nm ³
Dioxyde de soufre (SO ₂)	40 mg/Nm ³
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimés en dioxyde d'azote	80 mg/Nm ³

Constats :

Les VLE sont toutes respectées (voir rapport mensuels transmis par l'exploitant) et vérifier le jour de l'inspection sur le PC de contrôle (voir PJ).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Métaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Métaux

Prescription contrôlée :

L'article 7.6.5.4 de l'arrêté préfectoral n°11.130N du 04 octobre 2011 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 7.6.5.4 Métaux

Paramètre	Concentration	Flux limite journalier
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,02 mg/Nm ³	57,5 mg/j
Mercurure et ses composés, exprimés en mercurure (Hg)	0,02 mg/Nm ³	57,5 mg/j
Total des autres métaux lourds (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V)	0,3 mg/Nm ³	76,6 mg/j

Le total des autres métaux lourds est composé de la somme :

- de l'antimoine et de ses composés, exprimés en antimoine (Sb) ;
- de l'arsenic et de ses composés, exprimés en arsenic (As) ;
- du plomb et de ses composés, exprimés en plomb (Pb) ;
- du chrome et de ses composés, exprimés en chrome (Cr) ;
- du cobalt et de ses composés, exprimés en cobalt (Co) ;
- du cuivre et de ses composés, exprimés en cuivre (Cu) ;
- du manganèse et de ses composés, exprimés en manganèse (Mn) ;
- du nickel et de ses composés, exprimés en nickel (Ni) ; - du vanadium et de ses composés, exprimés en vanadium (V).

La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum.

Ces valeurs s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

Constats :

Les VLE sont toutes respectées (voir rapport mensuels transmis par l'inspection).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Dioxines et furannes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Dioxines et furannes

Prescription contrôlée :

Paramètre	Concentration pour les mesures périodiques	Concentration pour les mesures en semi-continue	Flux limite journalier
Dioxines et furannes	0,06 ng I-TEQ/Nm ³	0,08 ng I-TEQ/Nm ³	76,7 ug/j

La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminée selon les indications de l'annexe 1.

Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements issus des gaz, réalisés sur une période d'échantillonnage de six à huit heures.

Mesures ponctuelles.

Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements issus des gaz, réalisés sur une période

d'échantillonnage de six à huit heures.

Mesures en semi continu.

Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite définie ci dessus, l'exploitant doit faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes selon la méthode définie ci dessus.

Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

Constats :

Les VLE sont toutes respectées (voir rapport mensuels transmis par l'exploitant)

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Amoniac

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Amoniac

Prescription contrôlée :

Dès l'introduction de déchets dans le four et en chaque instant où des déchets sont en combustion dans le four, les valeurs limites d'émission dans l'air mesurés en continu sont au maximum les suivantes :

Paramètre	Concentration en moyenne journalière	flux limite journalier
Ammoniac	30 mg/Nm ³	57,5 kg/j

A compter du 3 décembre 2023 et uniquement en conditions d'exploitations normales (NOC) les valeurs limites d'émission dans l'air sont au maximum les suivantes (nota : la VLE hors conditions d'exploitations normales (NOC) alors que des déchets sont en combustion dans le four reste celle du tableau précédent):

Paramètre	Concentration en moyenne journalière
Ammoniac	10 mg/Nm ³

Constats :

Les VLE sont toutes respectées (voir rapport mensuels transmis par l'exploitant)

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

